

Conférence de presse

Discours de Patrick Devedjian,

Président du Conseil départemental,

**Président de l'Etablissement public interdépartemental Yvelines/Hauts-de-
Seine**

Vendredi 30 juin 2017

Monsieur le Président du Conseil départemental des Yvelines, Cher Pierre,

Mes chers collègues,

Mesdames et Messieurs,

Ce matin, nos assemblées respectives ont approuvé la demande de regroupement des départements des Yvelines et des Hauts-de-Seine, faite au Gouvernement.

Avec Pierre Bédier, nous souhaitons que le Gouvernement approuve ce regroupement dans les meilleurs délais.

Maintenant que nous avons prouvé par l'exemple, avec notre Etablissement public interdépartemental, que ce regroupement peut être opérationnel et utile,

Seul le prononcé fait foi

Maintenant que nous avons montré que tout cela avait un sens, qu'on pouvait simplifier le millefeuille territorial, réaliser des économies d'échelle, sans que cela ne coûte 1 centime de plus au contribuable,

Je ne vois pas pourquoi nous n'irions pas plus loin avec Pierre Bédier, pour constituer une collectivité unique.

Alors évidemment, vu d'en haut, vu de l'Etat, tout ça, tout ce que nous avons entrepris avec les Yvelines depuis 2 ans, pouvait paraître trop simple !

Un rapprochement émanant du terrain, de la part deux départements adultes et consentants, dont la gestion est saine... Certains services fusionnés qui sont déjà opérationnels... Bien trop simple !

Dans un pays qui aime bien se rassurer en complexifiant, qui aime bien rajouter des couches administratives, provoquer des crises de foie bureaucratiques qui mènent à l'inertie... c'est vrai que cette démarche pouvait surprendre.

Pourtant l'efficacité publique, nous le savons, germe sur le terrain. Elle naît de la proximité, des aspirations réelles de nos concitoyens.

Ce regroupement volontaire nous permettra d'accroître l'attractivité de toute la région, de réaliser des économies d'échelle, tout en maintenant un service de proximité et de qualité. Ces objectifs sont d'ailleurs, tout à fait conformes aux orientations gouvernementales actuelles.

Cette politique d'attractivité, nous la menons déjà, avec nos propres forces et nos propres moyens, à côté d'un Etat qui se désengage de plus en plus, puisqu'il ne finance quasiment aucun équipement public culturel ou sportif en Ile-de-France.

Nous continuons d'investir, de financer de grands équipements, de grandes infrastructures routières, de grands réseaux numériques, des transports aussi (dont nous n'avons pourtant pas la charge).

Seul le prononcé fait foi

Yvelines et Hauts-de-Seine réunis, nous pourrions poursuivre et accentuer ces efforts, et faire face à l'étranglement financier auquel les collectivités sont confrontées (en 4 ans, nos deux départements ont perdu un demi milliard d'euros !).

Ce regroupement constituerait aussi un moteur de développement fort pour la métropole.

Il ne s'agit pas de nier ou de supprimer le fait métropolitain, bien au contraire. Il s'agit de construire une métropole à la fois puissante et équilibrée.

Pour cela, il faut une métropole qui n'abandonne pas la grande couronne. Qui ne laisse pas de côté les zones urbaines et rurales les moins favorisées, au risque de voir un hyper-centre tourner en rond sur son nombril, concentrer toute la substantifique moelle, oublier les réalités de plusieurs millions d'habitants à sa porte. Le contour géographique de la région (qui représente 30% du PIB national), serait je pense, le bon niveau pour la métropole.

Ce que je souhaite, c'est que la région métropole soit un territoire où il fait bon vivre, admiré à tout point de vue (de l'équilibre social à l'attractivité économique), et pas seulement pour faire des « selfies » au pied de la Tour Eiffel...

Et dans un contexte européen où la tectonique des plaques est à l'œuvre, notamment depuis le Brexit, toutes les actions favorisant l'attractivité sont les bienvenues.

Alors qu'on laisse les collectivités libres d'appliquer les politiques qu'elles jugent utiles pour leurs territoires (comme Lyon a réussi à le faire, grâce à la volonté de ses élus locaux).

Ce que nous demandons aujourd'hui, c'est la liberté.